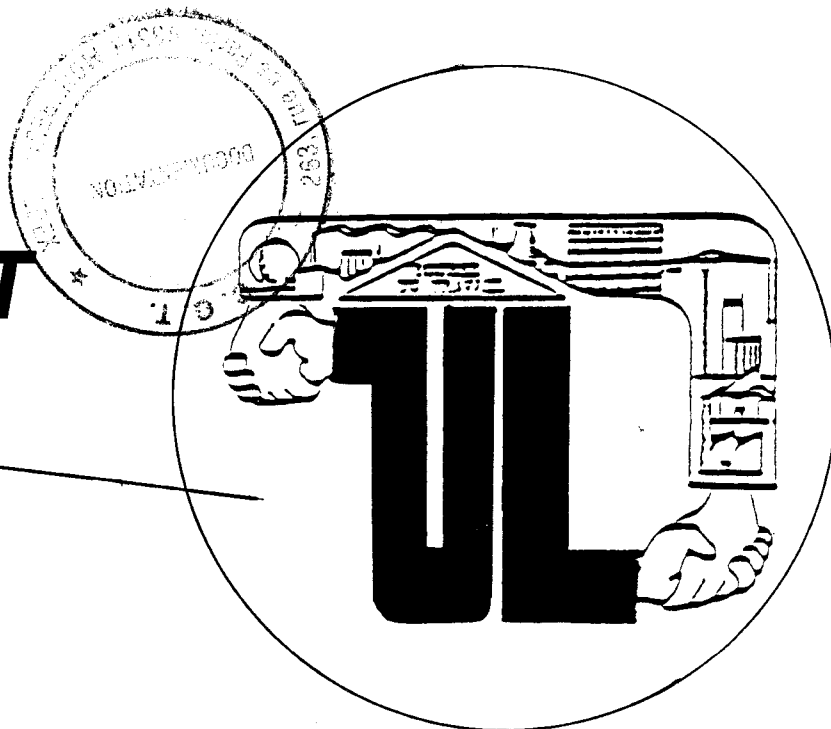


**EN DIRECT
avec les**



Après la rencontre nationale

- **31 mars : bilan national
du renforcement
et de la remise des cartes**
- **Poursuite du plan
de travail confédéral**

Bulletin d'informations (Secteur confédéral organisation)

Directeur de la publication : Yannick Fremin

éditorial

Une rencontre nationale de haut niveau

La rencontre des U.L. des 1^{er} et 2 mars aura été un des événements syndicaux de ce début d'année 1984.

Événement parce que située dans une phase montante des luttes dans les entreprises, localités, départements, régions, professions, et à un moment privilégié pour accélérer le placement des cartes 84 et renforcer la C.G.T.

Événement, également, par l'ampleur de la rencontre, le dynamisme des participants, la qualité et la richesse des débats.

En effet, sur 975 U.L. existantes, 568 étaient présentes, mais, fait nouveau, 59 collectifs de Z.I. s'y ajoutaient et, au total, 676 représentants d'U.L. Les U.D. et fédérations, par leur présence, marquaient l'intérêt que porte tout le mouvement à l'existence d'U.L. fortes et actives.

Dynamisme ! La jeunesse des délégués en témoigne.

56,20 % ont moins de trente-cinq ans, 73,80 % moins de quarante ans.

Un débat en prise avec la réalité ; nombreuses furent les interventions évoquant le rôle et la place des U.L. dans l'organisation des luttes, leur impulsion, leur coordination.

Imprégné de la volonté d'être le « syndicat de la feuille de paie » qui ne s'oppose pas, bien au contraire, à des actions de plus grande envergure, les visites systématiques des syndicats et sections syndicales, le parrainage, une meilleure connaissance et prise en compte de la diversité du terrain syndical ont confirmé le rôle des U.L. comme foyers d'action syndicale au plus près des lieux de travail.

La discussion a également montré combien les U.L. étaient décisives pour organiser le placement des cartes, suivre son évolution, étendre l'implantation de la C.G.T.

Le déroulement des semaines TEMPS FORTS du placement de la carte, le parrainage des entreprises inorganisées ont permis d'enregistrer des résultats positifs, d'accumuler une expérience dont toutes les organisations confédérées profitent.

Enfin, la rencontre a souligné les efforts entrepris pour que chaque U.L. dispose des moyens d'exercer leurs responsabilités. De ce point de vue, des progrès notables sont apparus dans la coopération complémentaire des différentes structures de la C.G.T., notamment entre les U.L., les syndicats, y compris les plus gros, les fédérations d'industrie. Une volonté s'est dégagée de doter les U.L. de véritables directions, élues démocratiquement lors de congrès réunissant syndicats et sections syndicales.

Telles sont, malgré des inégalités, les trois dominantes positives de cette quatrième rencontre : l'U.L. s'est affirmée comme un moyen de lutte au service des syndicats qu'elle regroupe, un outil indispensable pour renforcer, élargir l'implantation C.G.T. et son influence, une structure qui s'étoffe de militants compétents pour organiser et diriger tout ce travail.

Une quatrième rencontre bien dans le fil des orientations du 41^e Congrès confédéral, une rencontre utile pour la suite de notre activité et la mise en œuvre des différentes étapes du plan de travail confédéral.

Préparons activement le bilan du premier trimestre : étape importante pour le renforcement et la remise des cartes

Les diverses luttes qui touchent de nombreuses entreprises et professions constituent un terrain favorable pour le renforcement de la C.G.T... à condition :

- que la question de l'adhésion, pour être plus forts et gagner, soit posée avec constance ;
- que des mesures concrètes soient prises pour faire adhérer les travailleurs qui agissent à notre appel ;
- que le suivi de l'évolution de nos forces soit une préoccupation de tous les jours et, qu'en fin de trimestre, on dresse, syndicat par syndicat, localité par localité, le bilan du placement des cartes et du renforcement.

Des possibilités d'étendre l'implantation de la C.G.T.

Lors de la rencontre nationale des exemples cités prouvent que nous pouvons faire grandir la C.G.T. :

- l'U.L. de Perpignan, lors de la semaine du 6 au 11 février, a mis tous les collectifs sur le terrain, résultat, 67 adhésions, 3 bases nouvelles représentant 42 adhésions ;
- l'U.L. de Fos-sur-Mer. Dans le cadre des luttes, les syndicats ont placé autant de cartes en 1984 qu'en 1983. 73 adhésions sont enregistrées, 400 P.A.C. réalisés ;
- l'U.L. d'Orléans, suivi d'une entreprise en lutte par un syndicat la parrainant, résultat : 28 adhésions sur 43 syndiqués.

Ce ne sont que quelques exemples parmi de nombreux autres.

Comment préparer le rendez-vous national de fin mars ?

D'abord, quels objectifs voulons-nous atteindre ? La connaissance précise, détaillée de l'état de nos forces avant d'aborder le second trimestre de l'année. Cela suppose :

1. La visite de toutes nos bases organisées.
2. L'incitation pour que la dernière semaine de mars nos directions programment des opérations

renforcement et placement des cartes en liaison avec les luttes.

3. L'organisation d'assemblées des militants en fin de semaine pour dresser le bilan ;

- des cartes placées et payées ;
- cotisations versées, P.A.C. réalisés ;
- paiement des reliquats des cotisations 1983 et apurement des comptes de l'année ;
- nombre d'adhésions réalisées, de bases nouvelles créées ;
- quel parrainage d'entreprises inorganisées, par qui et quels résultats, quelles zones industrielles ont été prises en charge ;
- quels enseignements chacun tire de ce bilan.

Ces rencontres fraternelles permettront un échange d'expériences et relanceront les efforts pour poursuivre en avril, mai et juin. C'est un véritable plan de travail qu'il faut construire, où tous les militants doivent personnellement et collectivement s'engager.

4. Poursuivre le travail en direction des zones industrielles comme certaines U.L. l'ont évoqué lors de la rencontre, par exemple :

- à Auchel les militants se sont investis dans une Z.I. en installant une baraque de chantier pour accueillir les travailleurs. Résultat en six mois : 200 adhésions ;
- à l'U.L. de Montpellier Sud, où l'idée d'affréter un véhicule aménagé doit partir à la rencontre des travailleurs isolés dans les villages.

5. S'appuyer sur les droits nouveaux conquis pour aller partout avec audace à la rencontre des travailleurs, mettre en place les délégués de site, pénétrer dans les entreprises, administrations, bureaux, chantiers.

C'est au prix d'un travail minutieux, persévérant, d'un contrôle régulier des tâches, des initiatives décidées démocratiquement, que nous obtiendrons fin mars, le bilan le plus complet des efforts entrepris depuis décembre, et qu'en le popularisant nous en ferons un tremplin pour les mois à venir.

Aborder les autres étapes du plan de travail

Il est utile pour toutes nos organisations et notamment les U.D. de s'arrêter un instant pour examiner le travail accompli, et d'en transmettre les résultats aux U.D., aux fédérations, à la confédération.

C'est le point au terme d'une étape. C'est le point d'appui pour aborder les autres.

Quelles sont les prochaines étapes du plan de travail confédéral ?

1. Tout d'abord, il s'agit de préparer, d'améliorer encore l'organisation des prochaines semaines de TEMPS FORTS du renforcement :

— du 2 au 7 avril ;

— du 30 avril au 5 mai, en prenant en compte qu'un effort particulier doit être entrepris à l'occasion de la journée de lutte et de solidarité du 1^{er} mai ;

— du 4 au 9 juin.

Cela exige :

- la conviction chez les militants, les syndiqués, que tout dépend de notre force organisée face aux prétentions du patronat, des forces de droite, pour intervenir efficacement il faut être fort partout ;

- l'engagement de toutes les directions et de chaque militant à commencer par le plus responsable. Il faut savoir dégager du temps sur son calendrier de travail pour se consacrer à cette tâche urgente.

Ces semaines d'impulsions ne doivent pas être sans lendemains. On en comptabilise à chaque fois les résultats, on les popularise et ainsi on crée une dynamique, une émulation entre toutes et tous, un réflexe permanent.

Les conclusions et enseignements que l'on en tire permettent d'orienter les efforts vers les syndicats en retard, en difficultés, les déserts syndicaux, les zones industrielles, les entreprises « inorganisées ».

Ce travail de contact est à la fois indispensable pour bien connaître les revendications des travailleurs, il est enthousiasmant parce qu'il crée les conditions du renforcement de la C.G.T.

Au cours des semaines de temps forts, nous avons l'occasion de vérifier :

- Comment s'élaborent ou se complètent les cahiers de revendications ?

- Quelles luttes sont possibles ?

- Quelle vie réelle de la section syndicale, du syndicat ?

- Quelle activité des délégués du personnel, du C.E. ?

Donc, un soin particulier doit être accordé à la préparation, au déroulement des semaines **temps forts en avril, mai et juin**.

L'élection démocratique des directions syndicales. Plus nombreux sont les syndicats qui ont décidé de tenir leur congrès. C'est bien ! Il faut généraliser en tenant compte des réalités des entreprises.

- Ici, ce sera une assemblée de syndiqués réunis pour élire, à bulletin secret, les dirigeants de leur syndicat ;

- Ailleurs, ce seront des congrès préparés en profondeur avec tous les syndiqués.

Les U.L. doivent tenir un compte précis de la tenue de ces congrès et aider à ce qu'ils soient bien en prise avec la réalité de l'entreprise.

- Quelles revendications secteur par secteur ?

- Quelle force organisée, c'est-à-dire le nombre de syndiqués ?

- Quelle influence de la C.G.T. ?

- Quelles décisions pour l'action ?

- Quelle répartition des tâches entre les différents militants ?

- Comment préparer les élections professionnelles ou celles des conseils d'administration des entreprises nouvellement nationalisées.

3. Dans le même temps, de nombreux congrès d'U.L. sont programmés. Il s'agit de les préparer dans la vie avec les sections syndicales et syndicats rattachés à l'U.L. en veillant à :

a) Approfondir et améliorer l'activité de l'U.L. et tisser des liens plus solides avec tous les syndicats et sections syndicales ;

b) Se fixer des objectifs d'action et de renforcement de la C.G.T. en ayant à l'esprit qu'il convient de s'adresser aux chômeurs, aux jeunes, aux ingénieurs, cadres et techniciens ;

c) En faire un événement dans la localité ou la Z.I. en popularisant sa tenue, ses débats, ses perspectives. Des questions qui naissent dans l'entreprise, trouveront leur convergence à l'U.L. : transports, l'école, l'environnement, la formation professionnelle, la paix, etc., mais aussi salaires, conditions de travail, classifications car, dans ce domaine également, le patronat est organisé et mène une stratégie de régression sociale ;

d) Elire une direction en partageant les responsabilités :

— le secrétaire général ;

— le secrétaire à l'organisation ;

— le responsable à la politique financière ;

— le responsable à la propagande (diffusion de « la Vie Ouvrière », « Antoinette », « Options », etc.).

L'U.L. sera d'autant mieux à même d'aboutir à l'issue du congrès à l'élection d'une véritable direction, qu'elle aura aidé au bon fonctionnement des sections syndicales et syndicats ;

e) Poursuivre la décentralisation de certaines U.L., par la mise en place de nouvelles U.L. plus près des entreprises, ou en créant, au sein de l'U.L., des collectifs de travail qui préfigureront les U.L. à créer.

C'est ainsi, sans doute, que nous prolongerons et appliquerons les enseignements de la quatrième rencontre nationale des U.L., pour qu'elle réponde bien à ce qu'en attendent les syndicats, les travailleurs, la population.

Cet « En direct avec les U.L. » avait pour objet de donner quelques pistes de travail pour tous nos militants, nous espérons avoir atteint celui-ci, à vous de juger !

« Quelque chose bouge », disait H. Krasucki à la rencontre, faisons en sorte que cela s'agite vraiment !

Synthèse de la discussion de la rencontre nationale des unions locales

par Michel WARCHOLAK, secrétaire confédéral

Faut-il vraiment en rajouter après un débat aussi riche et diversifié ? Bien des expériences ont été évoquées, des idées et des projets exposés, une volonté commune affirmée pour donner aux unions locales la dimension qui correspond aux conditions actuelles de la lutte.

Soixante-quatre camarades ont participé à cette discussion à la tribune, venant de 39 unions départementales sur les 86 demandes enregistrées, au débat en séance s'ajoutent toutes les discussions qui ont eu lieu ici et là hors séance, qui nous autorisent à considérer qu'il y a eu réellement un échange, une confrontation des expériences tout à fait considérable, tout à fait positive.

Les interventions préparées, non prononcées, seront examinées pour en tirer le meilleur profit.

Oui, nous avons fait un sacré bout de chemin depuis la première rencontre nationale des U.L., en 1977. Pour avoir participé, avec d'autres camarades, à chacune d'entre elles, je peux en témoigner.

Les conditions sont réunies pour faire de celle-ci une véritable étape pour des progrès plus significatifs, en qualité et en efficacité.

Alors que nous avons recensé, avant la rencontre, 676 U.L. et collectifs de Z.I. qui annonçaient leur participation à la veille même de la rencontre, nous avons dénombré 668 délégués.

629 d'entre eux ont remis leur questionnaire, et je peux vous indiquer que les caractéristiques déjà enregistrées à la précédente rencontre se sont confirmées et amplifiées. En effet, 74 % des délégués ont moins de 40 ans, 47 % d'entre eux moins de 35 ans.

Sur l'ensemble des délégués, plus de 70 % travaillent dans les entreprises, administrations, bureaux et chantiers où ils sont délégués du personnel, délégués syndicaux, délégués du comité d'entreprise ou tout simplement militants ou responsables syndicaux. Ils et elles sont affiliés dans 33 fédérations, ce qui montre une représentativité réelle de cette rencontre nationale, une représentativité de ce qui constitue la C.G.T.

On peut y trouver confirmation dans le fait que 45 % d'entre eux viennent du secteur privé, 29 % du secteur nationalisé (ancien et nouveau), 22 % de la Fonction publique.

Ce qui, là aussi, montre bien le reflet de ce qu'est la vie économique et sociale, et de ce qu'est la C.G.T.

Enfin, pour s'en tenir à l'essentiel, une information qui mérite d'être mise en valeur :

- 88 % des délégués ont participé à des stages de formation élémentaire ;
- 65 % à des stages de formation de niveau moyen ;
- mais 10 % seulement à des stages de formation supérieure ;
- et 42 % à des stages spécialisés.

Il y a là un reflet d'un effort réel fait dans les organisations de la C.G.T. pour la formation des militantes et militants, qui ne peut que constituer un encouragement à développer ce travail. Nous en avons besoin, nous le savons bien les uns et les autres, pour contribuer à hausser la C.G.T. au niveau de ses responsabilités.

Nous avons également noté que, dans la plupart des cas, nous avons eu la présence et la participation des secrétaires généraux des U.L., mais aussi d'un nombre appréciable des secrétaires à l'organisation ou d'autres camarades dirigeants des U.L., dans tel ou tel poste de responsabilité, ce qui montre bien une diversité de participation et, par conséquent, une diversité dans l'approche et la contribution et, sans doute, les répercussions de nos travaux.

Deux questions capitales qui méritent notre attention

Parmi toutes les idées exprimées — et elles ont été nombreuses — je voudrais cependant revenir sur deux d'entre elles qui nous semblent capitales et significatives de cette rencontre nationale :

- la nécessité de doter les U.L. de véritables directions opérationnelles ;
- l'amélioration de la coordination, l'aide réciproque entre toutes les structures comme gage d'efficacité dans notre travail.

La nécessité de bonnes directions d'U.L. a été mise en valeur par de nombreux camarades avec sérieux et réalisme ; avec sérieux dans le témoignage de la volonté d'y parvenir ; avec réalisme sur les étapes, le cheminement qui peut y conduire et, par conséquent, la nécessaire persévérance. Cela ne signifie pas que nous devrions attendre que cela se fasse en quelque sorte un peu tout seul, par une sorte de mouvement naturel qui conduirait, au fil des années, à résoudre des problèmes de cette importance.

Les U.L., elles-mêmes, doivent se doter et conquérir, s'il le faut, les moyens indispensables, comme cela a été le cas dans la période précédente. Mais elles peuvent le faire désormais dans de meilleures conditions car leur rôle s'affirme auprès de toutes les organisations de la C.G.T. et, elles-mêmes, il faut le dire, prennent mieux conscience du rôle des autres organisations de la C.G.T.

A cet égard, la contribution des fédérations, de leurs structures professionnelles s'est nettement développée et elle va sans aucun doute encore progresser, la discussion en témoigne, tout comme l'aide des U.L. en direction des structures professionnelles et notamment des syndicats et sections syndicales dans les entreprises.

La coordination, l'aide réciproque doivent y gagner au bénéfice de tous et, par conséquent, de la C.G.T., et c'est une bonne chose.

Un objectif commun : les grandes entreprises

Il reste qu'à l'égard des grandes entreprises, nous avons encore des efforts communs à déployer. Je suis persuadé que nous avons tous été attentifs à plusieurs interventions portant sur la manière d'aborder les problèmes des grandes entreprises. L'idée grandit, peut-être plus qu'on ne l'imagine, dans nombre de syndicats de grandes entreprises, que les conditions mêmes de la lutte imposent cette coordination ; par conséquent, il y a là aussi un terrain plus favorable, plus propice pour progresser et avancer.

Pour nombre d'U.L. la priorité c'est l'activité ou l'implantation de la C.G.T. dans nombre d'entreprises, petites ou moyennes. C'est indispensable, mais ce travail prend toute sa valeur quand on se préoccupe aussi des lieux où, finalement, les grands rapports de force s'établissent, c'est-à-dire les grandes entreprises et notamment celles où, malheureusement, la C.G.T. est peu ou mal implantée.

C'est une priorité à mettre en valeur. Les efforts des uns et des autres doivent y contribuer et, quand je parle des uns et des autres, je parle des unions locales, des unions départementales, des fédérations et, tout naturellement, des syndicats des grands entreprises eux-mêmes. Il n'y a pas de meilleure voie que celle de la compréhension des intérêts communs. Personne ne dispose, *a priori*, du monopole de la vérité, de la bonne solution, de la bonne réponse à toutes les questions. Il faut se rencontrer, discuter et démontrer sur le terrain l'impérieuse nécessité pour tous de travailler ensemble, de conjuguer nos efforts si nous voulons parvenir aux résultats qui sont nos objectifs communs. C'est donc une affaire de compréhension politique des enjeux, seule la contribution de tous peut permettre d'y parvenir.

Des unions locales encore plus utiles aux travailleurs

Enfin, une double obligation pour chacun et chacune d'entre nous, pour toutes les organisations confédérées : concourir de toutes nos forces au développement des luttes, des luttes unitaires, des luttes de masse, des luttes actives, **c'est urgent.**

Deuxièmement, accélérer fortement la remise des cartes et carnets pluriannuels et se saisir de toutes les possibilités de renforcer la C.G.T.

Il y a du retard dans le placement des cartes 1984 dans de trop nombreux syndicats ; personne ne peut demeurer indifférent à cette situation, il y va de l'efficacité de notre travail. Je suis persuadé qu'en m'exprimant ainsi, dans ce domaine aussi, je me fais bien comprendre de la part des U.L. qui auront à cœur, elles aussi, de participer à l'effort général en la matière.

Dans les comptes rendus que vous allez faire de cette rencontre, il faut savoir montrer tout à la fois la diversité, l'étendue, la richesse de tout ce qui s'est dit ici, de tous les échanges auxquels nous avons participé et dont nous sommes témoins, mais aussi avoir l'esprit de synthèse, comme on l'a dit, sur ce qui est immédiatement indispensable. Et, encore une fois, ce qui est immédiatement indispensable, c'est le développement des luttes, le renforcement de la C.G.T., la vie de nos organisations.

Nous sommes donc maintenant au terme de notre rencontre, encore une fois et très franchement, elle est à considérer comme une bonne réunion syndicale, utile et constructive. Il s'agit maintenant de la traduire dans la vie, nous allons tous nous y employer partout... **BON COURAGE !**

*Le compte rendu des travaux
de la rencontre nationale
des unions locales
paraîtra dans « le Peuple », n° 1172
du 29 mars 1984*

- Le rapport d'ouverture, de Michel Warcholak.
- La physionomie de la rencontre.
- Des unions locales en direct avec la vie.
- L'intervention d'Henri Krasucki.

PASSEZ VOS COMMANDES PAR LETTRE OU PAR TELEPHONE

16 (1) 205.75.27

Prix C.G.T. :

8,50 F l'exemplaire

7,50 F l'exemplaire à partir de 25 numéros

6,50 F l'exemplaire à partir de 50 numéros

5,00 F l'exemplaire à partir de 100 numéros

BON DE COMMANDE n° 1172

*à retourner, accompagné du règlement, au journal « le Peuple »
67, rue de l'Aqueduc, 75010 PARIS - C.C.P. 79.19.N Paris*

Nom et prénom

Adresse

Ville Code postal

Quantité

Nom de la section syndicale ou du syndicat ou de l'U.L. ou de l'U.D. ou de la fédération pour qui est passée la commande (1).

Pour les sections syndicales et syndicats, indiquer la fédération

(1) Rayer les mentions inutiles.